

Engagements électoraux et cadres financiers des partis

La FAE demande aux formations politiques de mettre l'école publique au cœur de la campagne électorale

Montréal, le 20 avril 2026 – C'est en compagnie de dizaines d'acteurs du milieu de l'éducation au Québec que la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) a lancé sa plateforme **Réparons l'école publique**. Devant un parterre enthousiaste, la présidente Mélanie Hubert a interpellé les formations politiques du Québec pour qu'elles mettent véritablement l'école publique au cœur de leurs engagements électoraux au cours des prochaines semaines et qu'elles établissent un cadre financier permettant de répondre de manière prévisible et pérenne à cette mission fondamentale de notre société.

Par ailleurs, constatant que le gouvernement a pris des décisions budgétaires préoccupantes qui ont diminué sa capacité d'investissement dans le réseau scolaire, la FAE a fait ses devoirs. Pour contribuer à la réflexion des partis politiques, la FAE a non seulement trouvé dans le budget du Québec des sommes qui pourraient être réorientées vers les écoles publiques, mais elle a également identifié des pertes de revenus exponentielles à corriger. En tout, ce sont près de 4,6 G\$ que le prochain gouvernement pourrait investir en éducation en posant trois gestes politiques (voir Annexe *Idées pour un cadre financier*).

À quelques mois des élections, la FAE juge essentiel de replacer l'éducation publique au cœur du débat et des décisions politiques. Pas avec des slogans creux ou des annonces spectaculaires qui ne règlent rien. Mais avec des solutions concrètes, réalistes et porteuses de changements pertinents, véritables et pérennes.

« Notre école publique est belle et riche parce qu'elle porte en elle des idéaux d'ouverture, d'accueil, d'accessibilité et d'égalité des chances. Malheureusement, certains choix politiques qui ont été faits au cours des dernières années l'ont fragilisée et affaiblie. Notre école publique est belle et riche, mais elle souffre tout comme celles et ceux qui y vivent au quotidien. Une meilleure école est possible, mais nous avons une responsabilité individuelle et collective d'en prendre soin, de l'améliorer, de la bonifier. Et c'est maintenant qu'il faut donner un grand coup! », a déclaré Mélanie Hubert, présidente de la FAE.

Les chantiers de la campagne *Réparons l'école publique*

La plateforme présentée est issue de l'expertise des enseignantes et enseignants que représente la FAE, de leur expérience, de leur connaissance fine des réalités scolaires et des meilleures stratégies pour enseigner à tous les élèves.

Celle-ci s'articule autour de trois chantiers qui répondent à des enjeux fondamentaux du système d'éducation québécois.

- **Chantier 1 – Un financement à la hauteur des missions de l'école** : il faut assurer au réseau un financement constant et prévisible, à la hauteur des besoins de tous les élèves.

- **Chantier 2 – Une composition de la classe juste et équitable pour tout le monde :** pour un réseau commun, il existe un consensus grandissant de mettre fin au modèle actuel de financement public des écoles privées. De plus, pour qu'il y ait assez de classes spécialisées et d'accueil et de services pour tous, nous insistons sur le fait que bloquer l'accès à ce type de classes ou les fermer, c'est ouvrir la porte au décrochage scolaire des élèves.
- **Chantier 3 – Des profs soutenus et valorisés :** pour un milieu de travail exempt de violence pour toutes et tous, où le personnel enseignant, mais aussi tous les autres personnels puissent exercer leur profession en toute sécurité, il faut un cadre légal qui permet de rapporter plus facilement les actes violents, mais surtout, s'assurer que les personnels soient soutenus. Enfin, il faut que la profession enseignante soit respectée et que son expertise, tout comme son apport à la société, soit reconnue. Ceci commence avec le respect de l'autonomie professionnelle du personnel enseignant.

Avec les sommes identifiées, la FAE a fait la démonstration que pour le Chantier 1, le Québec pourrait construire, à titre d'exemples : 134 écoles primaires ou 26 écoles secondaires ou encore réduire de près de 50 % le déficit de maintien des actifs des établissements scolaires. Pour le Chantier 2, la FAE estime qu'il serait possible de rendre gratuits les projets pédagogiques particuliers (PPP) pour les 12 prochaines années, ou encore d'embaucher près de 34 000 professionnelles. C'est sans compter que pour le Chantier 3, respecter l'autonomie professionnelle des profs et améliorer leur pouvoir d'agir sur l'organisation du travail peut se faire à coût nul.

« C'est le moment ou jamais de nous exprimer sur l'école publique que nous méritons et aux partis politiques de s'engager au cours des prochains mois », conclut Mélanie Hubert.

La FAE a également profité de l'occasion pour inviter tous les acteurs et personnes alliées de l'éducation à poser un premier geste de solidarité pour réparer l'école publique, en signant la pétition intitulée *Rehaussement du financement du réseau scolaire public*, accessible sur le site de l'Assemblée nationale du Québec au <https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-12143/index.html>

À propos de la FAE

La FAE regroupe neuf syndicats qui représentent 65 000 enseignantes et enseignants du préscolaire, du primaire, du secondaire, de l'enseignement en milieu carcéral, de la formation professionnelle, de l'éducation des adultes et le personnel scolaire de l'École Peter Hall et du Centre académique Fournier, ainsi que 3 500 membres de l'Association de personnes retraitées de la FAE (APRFAE). Elle est présente dans les régions de Montréal, de la Capitale-Nationale, de Laval, de l'Outaouais, des Laurentides, de l'Estrie et de la Montérégie, où se situent les quatre plus grands pôles urbains du Québec.

- 30 -

Source : Fédération autonome de l'enseignement
Renseignements : Marie-Josée Nantel à mj.nantel@lafae.qc.ca ou au 514 709-7763